

Il faut sauver l'école !

par Laurent Lafforgue (mathématicien)

Je vous remercie de m'avoir invité. Que je dise d'abord à quel titre je parle de l'école. Ce n'est pas comme professeur qui enseigne, puisque je n'enseigne pas, – et ce n'est pas comme parent d'élèves, puisque je n'ai pas d'enfants. C'est comme héritier d'une famille qui doit presque tout à l'école – à l'instar de tant d'autres –, comme scientifique et intellectuel à qui la continuation de la culture française et sa fécondité importent particulièrement, comme simple citoyen attaché à la liberté de pensée que l'école rend possible, comme personne qui aime la France et ne voit pas comment la ruine de l'école n'entraînerait pas celle de la collectivité nationale tout entière.

Mon amour de l'école remonte même avant ma naissance, puisqu'il perpétue celui de mes parents et de mes grands-parents. Aucun de ces derniers n'avait connu autre chose que l'école primaire (ou l'éducation dans un couvent pour l'une de mes grand-mères), et trois sur quatre avaient commencé à travailler à douze ans ; mais je n'ai jamais entendu aucun d'eux exprimer un seul mot contre l'école qu'ils avaient connue, ils ne regrettaient qu'une chose, – d'avoir dû la quitter si tôt. Depuis deux ans, une suite de circonstances m'ont amené à m'exprimer publiquement sur le sujet de l'école. Le hasard des conversations avec des professeurs ou des élèves m'avait déjà inspiré de vives inquiétudes sur l'évolution de notre système éducatif, mais j'ai ressenti le besoin de faire une enquête personnelle, en lisant et recueillant le plus grand nombre possible de témoignages de professeurs et d'instituteurs – ceux parus sous forme de livres et d'autres privés –, en interrogeant des élèves sur ce qu'ils savaient ou plutôt ne savaient pas, et en étudiant les programmes et les manuels. J'encourage chacun à mener une semblable enquête pour son propre compte.

Depuis ma démission forcée du Haut Conseil de l'Éducation, pour cause de propos trop violents sur l'état actuel de notre système éducatif et sur la responsabilité de ses instances dirigeantes, les témoignages reçus se sont multipliés. En quatre mois, j'ai reçu plus de mille courriels et courriers, en majorité de professeurs et d'instituteurs – de tous niveaux de la maternelle à l'Université et aux Grandes écoles, de toutes disciplines aussi bien scientifiques que littéraires, et de tous types d'établissements fréquentés par des élèves de milieux favorisés ou non –, mais aussi de parents d'élèves (plusieurs centaines), parfois d'étudiants et de lycéens, de responsables d'entreprises et de simples citoyens. Je crois savoir que les professeurs et instituteurs qui ont publié ces dernières années des livres qui dénoncent la situation actuelle reçoivent encore bien plus de courriers que moi, des centaines chaque semaine. Ces témoignages ne sont ni isolés ni orientés : des statistiques réalisées sur le terrain, des documents représentatifs, des rapports même du ministère les corroborent.

L'ensemble des témoignages et des analyses publics ou privés est accablant et ne peut qu'inspirer les plus grandes inquiétudes. Il donne l'impression non plus d'une baisse générale du niveau mais d'un effondrement de pans entiers du système éducatif qui ne laisse personne à l'abri ; il inspire la crainte d'une possible ruine culturelle, morale, économique et politique de notre pays, et de convulsions violentes très graves.

Les témoignages de professeurs et d'instituteurs :

Le sentiment qui domine la plupart des témoignages de professeurs est l'impuissance devant une situation qui les dépasse. A tous les niveaux du collège, du lycée et de l'université, certains avouent sans ambages qu'ils ne peuvent plus dispenser un enseignement digne de ce nom, tant les élèves manquent de bases, et tant ils ont peu l'habitude du travail ordonné, de la rigueur et de l'exigence. Il est remarquable que les professeurs ne déplorent pas seulement les carences des élèves dans leurs propres disciplines mais, unanimement, les carences en français, et – pour les professeurs de physique et parfois d'autres sciences de la nature – les carences en mathématiques.

Il est également remarquable que beaucoup des lacunes que les professeurs d'Université et même parfois de classes préparatoires aux Grandes écoles relèvent chez leurs étudiants, remontent à l'école primaire : ignorance de la grammaire de phrase et de l'analyse grammaticale, orthographe fantaisiste, incapacité à écrire une seule phrase correcte, incapacité à raisonner, incapacité à mener les calculs les plus simples sans se tromper, etc. Les professeurs de collège et de lycée signalent encore le manque de mémoire des élèves – phénomène stupéfiant chez des adolescents, et qui résulte certainement de ce qu'on n'a pas exercé leur mémoire à l'école primaire, en leur demandant d'apprendre régulièrement des textes par coeur.

Certains sont tentés de laisser tomber un programme très déstructuré et vide de substance, pour essayer de réenseigner quelques bases solides. Les professeurs de lettres peuvent le faire dans une certaine mesure, et cela permet à nombre d'entre eux de réparer les dégâts les plus criants. Mais au collège et plus encore au lycée, les professeurs de sciences se heurtent vite à une partie des parents d'élèves, qui refusent de croire que les bases font défaut, et qui veulent à tout prix que le programme soit respecté, n'ayant souci que du passage en classe supérieure et du baccalauréat. Ces parents sont prompts à se plaindre à l'administration, et celle-ci à se retourner contre les professeurs. J'ai eu connaissance du cas d'un professeur de mathématiques, suspendu pour avoir voulu apprendre l'addition des fractions à des élèves de seconde qui ne la maîtrisaient pas.

Beaucoup de professeurs disent combien il leur est difficile de lutter seuls, même avec la meilleure volonté du monde et un grand esprit d'insoumission. Les classes successives et les matières sont étroitement solidaires, et il est impossible d'assurer un enseignement égal à ce qu'il devrait être, si celui des années précédentes, au moins dans les matières principales, n'a pas déjà été riche, cohérent et inscrit dans une progressivité. C'est normalement la fonction des programmes que de permettre cette continuité et cette synergie, mais que faire quand les programmes sont pervertis ? Réduire ses ambitions et colmater les brèches.

Ce qui m'a le plus stupéfié dans les centaines de messages de professeurs que j'ai reçus, est que rares sont ceux qui évoquent les problèmes de violence – pourtant bien réels et qui passent toute mesure – et que même ceux qui le font n'en parlent jamais en premier. Implicitement, et même explicitement pour certains, ils attribuent le développement de la violence à un autre phénomène plus fondamental : l'abandon par l'école de ce qui fait son sens, à savoir sa mission d'instruction, de transmission des connaissances. C'est parce que l'école n'instruit presque plus, parce que l'enseignement prescrit par les programmes et les méthodes officielles est devenu absurde et vide, que se développent avec une grande ampleur, sur la terre laissée en friche des jeunes esprits, de nouveaux comportements, incroyablement agressifs vis-à-vis des professeurs et des autres élèves, et autodestructeurs.

Ces phénomènes de violence sont plus graves dans les établissements des quartiers défavorisés, mais de nombreux témoignages indiquent que le comportement des élèves – et souvent des parents – dans les établissements des beaux quartiers ne peut paraître satisfaisant que par comparaison. Il en va de même du niveau scolaire : j'ai reçu à ce sujet des témoignages des professeurs des établissements des quartiers les plus favorisés, l'un parlant par exemple de la situation "accablante" dans un lycée privé huppé du VII^e arrondissement de Paris.

Partout, des professeurs et des instituteurs dénoncent la baisse généralisée des exigences qui a été organisée d'en haut et imposée à eux : le passage automatique en classe supérieure à de nombreux niveaux, les notes trafiquées pour atteindre les quotas prescrits, les pondérations aberrantes entre matières qui par exemple accordent pour le passage en seconde le même poids à six matières différentes dont le français et le sport, la limitation arbitraire des redoublements ou des sanctions des actes de violence et d'incivilité.

Les instituteurs des premières années du primaire ont moins à supporter les conséquences de l'enseignement déstructuré dispensé aux enfants les années précédentes, mais ils sont beaucoup plus inspectés que les professeurs du secondaire, et s'exposent à être mal notés, donc à subir des retards de carrière – sans compter l'ostracisme de leurs collègues plus dociles – s'ils s'aventurent à un enseignement plus ambitieux et plus rigoureux, semblable à celui qui a prévalu dans nos écoles jusqu'aux années 60. Ils évoquent parfois les étranges évaluations qu'on leur demande de pratiquer, en y faisant cruellement concourir les enfants eux-mêmes : les rubriques à "renseigner", aussi nombreuses que floues, paraissent inspirées de certaines techniques de management à la mode, et ressemblent davantage à des tests de personnalité qu'à un contrôle des connaissances.

Tous ont l'impression de vivre une transformation de la nature de leur métier, voulue et organisée par l'institution : de professeurs et instituteurs, ils deviennent animateurs socio-culturels chargés d'occuper plutôt que d'instruire, et parfois souffredouleur. Ils ne sont plus sûrs de servir une école humaniste, mais la voient pervertie par une vision instrumentale de l'homme, qui cloue la personne sur des déterminismes sociaux ou psychologiques – et qui est d'autant plus destructrice et enragée à éliminer tout ce qui pourrait la contredire, qu'elle est fautive. Ils vivent comme un déchirement, un reniement de leur vocation, le constat qu'ils font, que l'institution ne donne plus la culture et le savoir à qui ne les trouve pas dans sa famille.

Beaucoup parlent spontanément de leurs origines très modestes, disent avec émotion, fierté et reconnaissance, que l'école de leur jeunesse leur a presque tout donné de ce qu'ils ont aujourd'hui, qu'en devenant professeurs ou instituteurs ils ont voulu transmettre ce qu'ils avaient reçu, mais que la nouvelle école les en empêche, et qu'un parcours comme le leur serait désormais impossible. Les lettres que je reçois sur ce thème sont souvent les plus amères et celles qui exhalent la plus grande révolte.

La révolte est en effet manifeste dans la quasi-totalité des témoignages. On comprend qu'il a souvent fallu une longue maturation pour qu'elle commence à naître dans l'esprit, puis qu'elle ose se formuler dans la conscience, puis enfin qu'elle s'exprime. Peut-être parfois ne s'est-elle jamais exprimée entre collègues, alors que tous secrètement pensent la même chose ? Quel chemin en effet ne faut-il pas faire, pour arriver à penser que la destruction progressive de l'école est organisée par l'institution elle-même et sa hiérarchie ?

Les témoignages de parents d'élèves :

Après ma démission forcée du HCE, je ne m'attendais pas du tout à recevoir autant de messages d'enseignants, et moins encore de parents d'élèves, puisque je défends le principe d'une école exigeante où, par exemple, le passage dans la classe supérieure n'aurait rien d'automatique. J'avais mené mon enquête en privilégiant les témoignages de professeurs et d'instituteurs ; je savais que beaucoup supportent avec peine le pouvoir plus grand qui a été donné aux parents, la façon dont certains prennent trop facilement le parti des enfants contre les professeurs, et exercent une pression constante, leur donnant parfois l'impression de ne se soucier que de bonnes notes, et pas de l'instruction réelle de leurs enfants. Or, les centaines de parents qui m'ont écrit parlent toujours de la même chose : du contenu des programmes, qui leur paraît très déficient, et des méthodes pédagogiques absurdes. Ils demandent pour leurs enfants une instruction digne de ce nom, et ils ne la trouvent pas.

Ils parlent des heures passées chaque soir à donner à leurs enfants un enseignement plus structuré et riche, qui aurait dû être dispensé en classe, et qui effectivement était dispensé autrefois, mais qui ne l'est plus. Ils évoquent la fatigue que cela représente pour eux-mêmes et pour leurs enfants, – ces deux ou trois heures de travail le soir s'ajoutant, en primaire, aux six heures de classe qui, pour ressembler à une gentille garderie, ne dépensent pas moins l'énergie des petits. Ils s'interrogent avec angoisse sur ce qui arrivera quand leurs enfants grandiront, et qu'ils n'auront plus les connaissances requises pour pallier les carences de l'enseignement officiel. J'ai été stupéfait d'apprendre par certains messages – car je l'ignorais – que des parents vont jusqu'à retirer leurs enfants de l'école pour les instruire eux-mêmes, s'associer avec d'autres parents pour constituer leurs propres classes, ou encore consentir le lourd sacrifice financier que demande l'inscription des enfants dans une école privée “hors contrat” – comme il en existe de plus en plus dans notre pays. Il paraît en effet que les écoles privées “sous contrat” – soumises qu'elles sont aux mêmes programmes et aux mêmes doctrines pédagogiques, et partageant peut-être la même idéologie – ne sont pas bien meilleures que les écoles publiques ; tout juste bénéficient-elles d'un meilleur encadrement, et d'un recrutement de leurs élèves dans des milieux plus favorisés et soucieux d'instruction.

Beaucoup de parents sont en recherche désespérée d'une bonne école à qui confier leurs enfants. J'en ai rencontrés qui avaient décidé de déménager pour cette raison, et qui faisaient depuis des mois la tournée des écoles dans l'espoir d'en trouver une bonne auprès de laquelle ils se fixeraient ; la dame avait effectué sa propre scolarité primaire en Côte d'Ivoire, dans une école tenue par des Soeurs, à 60 élèves par classe – presque toutes des petites africaines – sous un toit de tôle ondulée et sur un sol de terre battue, et elle attendait toujours de dénicher dans la France d'aujourd'hui une seule école qui ait la qualité de celle qu'elle avait connue.

Se représente-t-on bien le scandale d'une école qui se prétend toujours école de la République, et qui refuse de dispenser l'instruction aux enfants, alors même que tant de parents la demandent de toutes leurs forces ? Le scandale d'une institution qui s'emploie, par diverses ruses, à donner le change, y réussissant d'ailleurs avec les familles qui n'ont pas les moyens de juger, et dont les enfants coulent sans que leur famille sache qu'ils coulent ? Le scandale d'un système qui devient, non plus promesse d'émancipation des enfants par l'étude, mais carcan, chappe de mensonge et de pédantisme, entreprise de racornissement et d'atrophie de l'esprit, filet à travers les mailles duquel il est de plus en plus difficile de se faufiler ? Le scandale, quand des parents se retiennent chaque jour de laisser paraître devant leurs enfants tout le mal

qu'ils pensent des programmes et des méthodes imposés à l'école, afin de ne pas ruiner trop vite son prestige, et d'essayer de sauver quelque chose ?

Les témoignages d'étudiants, de lycéens, de grands-parents d'élèves... et de responsables d'entreprises :

J'ai reçu aussi des témoignages d'étudiants et de lycéens conscients de la pauvreté des nourritures qu'on a données à leurs jeunes esprits. Je me souviens d'un message particulièrement émouvant d'un lycéen : il se passionnait de plus en plus pour le grec, et aurait bien voulu avoir davantage d'heures de cours dans cette matière, et étudier aussi le latin, mais il ne le pouvait pas parce que l'organisation actuelle des options l'interdit dans les faits.

J'ai reçu des messages de grands-parents qui s'étonnent qu'avec leur certificat d'études passé cinquante ans plus tôt, ils écrivent, parlent, raisonnent, et calculent mieux que leurs petits-enfants bacheliers, voire diplômés de l'enseignement supérieur.

J'ai reçu des messages de responsables d'entreprises, qui font le même constat à propos des jeunes diplômés qui se présentent pour être recrutés. Ainsi un chef de PME dont le diplôme du certificat d'études – écrit-il – est toujours encadré dans son bureau ; il a raison d'en être fier, c'était un examen de grande qualité, la signature d'une époque où la République ne prenait pas ses enfants pour des imbéciles.

Une chose remarquable est que ces responsables d'entreprise ne parlent pas d'abord de formation spécifique et d'adaptation à des métiers qui changent tout le temps. Ils parlent de maîtrise du langage parlé et écrit, d'orthographe, parfois de calcul, d'habitude de travail, de sérieux et de rigueur, de capacité d'attention à une tâche, et de persévérance. On m'a même envoyé le témoignage d'un boucher qui déplore que, depuis dix ans environ, les jeunes qui se présentent en apprentissage n'aient plus aucune base de lecture, calcul et calcul mental, et ignorent les proportionnalités : que pour obtenir deux fois plus de rillettes par exemple, il faut deux fois plus de chaque ingrédient... Voilà où nous en sommes.

Les raisons de la destruction de l'école :

Comment en sommes-nous arrivés là ?

A mon avis, la cause principale qui engendre toutes les autres est l'oubli de la raison d'être de l'école : instruire, transmettre des connaissances.

L'oubli de la mission de l'école se traduit en particulier par la floraison et l'accumulation de nouveaux rôles qu'on lui demande de tenir : faire disparaître les inégalités sociales, apprendre à “vivre ensemble”, développer les relations humaines, distraire les jeunes le plus longtemps possible pour les retenir de traîner dans la rue, et pour retarder leur entrée sur le marché du travail... Il faut remarquer qu'à abandonner la mission pour laquelle elle est faite, l'école ne remplit pas mieux ces nouveaux rôles, bien au contraire : l'école de l'instruction avait mille effets secondaires bénéfiques, tandis que la nouvelle école de l'égalité affichée et du relationnel, est beaucoup plus inégalitaire, voit se développer les violences et les incivilités dans des proportions qu'on n'aurait jamais pu imaginer il y a quelques décennies, n'ouvre plus au monde commun de la raison, et déverse sur le marché du travail des jeunes gens amers, ignorants de tout, rendus incapables de travail et de responsabilité.

Précisons bien que tout cela a été voulu, organisé et imposé non pas par les professeurs et les instituteurs, mais par les gens qui depuis trente ou quarante ans ont dirigé l'Éducation nationale, et par la hiérarchie à leur service dont les membres ont, dans leur grande majorité, été peu à peu recrutés en fonction de leur adhésion aux

principes de la nouvelle école.

Les politiciens des deux bords et les dirigeants des syndicats majoritaires portent une lourde part de responsabilité : soit qu'ils aient eux-mêmes remis en cause le bien-fondé de l'instruction, soit qu'ils aient laissé les coudées franches aux destructeurs de l'école, soit qu'ils aient usé de l'Éducation nationale comme d'un déversoir d'expédients, pour résoudre dans l'urgence des problèmes sociaux, en prenant le risque de grever lourdement l'avenir de notre pays. C'est ainsi que, ne sachant que faire des cohortes d'étudiants de "STAPS" (Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives), on a créé un nouveau concours qui leur permet de devenir instituteurs et où, comme de juste, le français et les mathématiques ne comptent guère. C'est ainsi encore que les pouvoirs publics exercent une pression pour qu'interviennent davantage dans les classes les "intermittents du spectacle" – qui sont en surnombre, qui ont besoin d'être occupés un nombre minimal d'heures chaque année pour recevoir des indemnités, et qu'on n'a pas envie de revoir dans la rue ; bien sûr, c'est aux dépens des apprentissages fondamentaux, mais nos gouvernants ont d'autres priorités. C'est ainsi enfin qu'une "mission d'information parlementaire sur les disciplines scientifiques" vient d'engager l'Éducation nationale "à sortir des modes traditionnels de transmission des savoirs". Ce qui signifie concrètement qu'on veut achever de ruiner l'enseignement des sciences, après celui des lettres.

L'école étant détournée de son principe fondateur, privée de sa boussole, empêchée de garder son nord qui est le phare de l'instruction, l'ensemble de son organisation est devenue aberrante en quelques décennies.

Les programmes ont été déstructurés, évidés des connaissances simples et élémentaires à partir desquelles tous les savoirs sont construits. On leur a ôté presque toute progressivité de l'école primaire jusqu'à la fin du collège, et on a masqué le délitement des apprentissages de base en affichant des objectifs démesurément ambitieux, destinés non pas à être atteints mais à jeter de la poudre aux yeux. Les disciplines elles-mêmes ont été remises en question, et plus que toutes les autres, le français et les mathématiques dont les horaires ont fondu : par exemple de plus du tiers pour l'horaire de français du primaire, depuis les années 60.

Les méthodes ont été bouleversées. Les leçons et tout ce qui pourrait y ressembler ont été proscrits par la nouvelle doctrine officielle, celle de l'élève qui doit construire lui-même ses savoirs. On a banni l'apprentissage des éléments et les exercices systématiques, et on a prétendu transformer les enfants en petits chercheurs, leur demandant de retrouver chacun en une douzaine d'années ce que l'humanité entière a élaboré en plusieurs millénaires. Ce n'est pas seulement la lecture – c'est tout qu'on a voulu enseigner globalement, confrontant systématiquement les élèves à des textes et des connaissances complexes sans leur donner préalablement les éléments qui permettraient de les comprendre.

Les exigences enfin ont été abaissées à tous les niveaux : à aucun moment on n'exige plus qu'aucun savoir précis soit réellement acquis. C'est ainsi qu'un cinquième au moins des élèves qui entrent en sixième sont illettrés, que la majorité ne sait pas la table de multiplication, et qu'une majorité plus grande encore est incapable d'écrire correctement. A beaucoup de paliers, le passage en classe supérieure est automatique, en particulier à la fin de l'année cruciale entre toutes du Cours Préparatoire.

On a rendu automatique l'entrée au collège, et on a beaucoup facilité celle au lycée, tout en uniformisant les filières générales, avec pour effet un nivellement par le bas de tout et de tous, si bien qu'aujourd'hui on peut affirmer que jusqu'à la fin de la

Terminale inclusivement, il n'existe plus en France de filière scientifique digne de ce nom, pas plus que de filière littéraire. Les problèmes de mathématiques de l'actuel baccalauréat "S" demandent moins de raisonnement que les anciens problèmes d'arithmétique élémentaire du certificat d'études, et pour ce qui est des lettres, j'ai reçu au moins un témoignage d'un professeur d'hypokhâgne d'un grand lycée parisien, qui constate que les copies de certains de ses élèves d'aujourd'hui auraient été indignes d'élèves de 6e des lycées des années 60.

Dans ce tableau général des causes du désastre que nous connaissons, la place d'honneur revient aux IUFM, qui, depuis 15 ans, empoisonnent lentement mais sûrement notre système éducatif : par l'ineptie des prétendues formations qui y sont dispensées et qui, en vérité, sont des entreprises de déformation des esprits des jeunes instituteurs et professeurs, – par l'absurdité des doctrines pédagogistes et autres soi-disant sciences de l'éducation qui y règnent, – par le pouvoir discrétionnaire dont l'IUFM dispose sur les stagiaires puisque, à l'exception des agrégés, leur titularisation dépend de lui. J'ai reçu un certain nombre de messages de stagiaires qui décrivent en détail ce qu'on leur raconte, et qu'ils doivent supporter sans ciller. J'ai aussi reçu des témoignages de formateurs d'IUFM – parmi ceux qui ont de véritables connaissances disciplinaires et qui, pour cette raison, sont tenus à l'écart par les détenteurs du pouvoir. Ainsi l'un d'eux qui écrit : "Pour vous résumer le fond de ma pensée : ce que je connais de l'IUFM relève plus du camp de rééducation par le travail absurde que d'un institut de formation digne de ce nom. Et c'est en bonne partie un repère d'incompétents et d'intriguants qui ont trouvé là un bon milieu (où les activités lucratives ne manquent pas) pour s'épanouir."

Ce qui se passe dans les IUFM est d'autant plus grave que, même si beaucoup de stagiaires résistent intérieurement à ce qu'on leur raconte, laissent dire et n'en pensent pas moins, – beaucoup d'autres sans doute se laissent imprégner insensiblement par les doctrines fallacieuses qu'on leur ressasse à longueur de journées. Ils sont d'autant plus mal armés pour opposer une résistance intellectuelle et morale, que la plupart sont passés par un système éducatif déjà très dégradé.

Que faire ?

Etant donné l'état actuel de l'école, que devrions-nous faire ?

A mon avis, il est indispensable que le grand public français prenne conscience de la gravité de la situation, que les mensonges qui obscurcissent constamment le débat sur l'école soient dissipés, et qu'on accepte enfin de voir les choses telles qu'elles sont. C'est bien pourquoi vous m'avez invité, et c'est pourquoi je répons – dans la limite de mes disponibilités et de mes forces – aux sollicitations que je reçois pour parler de l'école.

L'école n'a pas besoin d'une nouvelle réforme – dont elle n'a eu que trop. Elle a besoin d'une refondation, et pour cela il est indispensable que l'opinion française soit consciente de sa nécessité, et adhère au sens qui lui serait donné.

Le principe d'une telle refondation est très simple à énoncer : il doit être de réaffirmer que l'école existe dans un but bien précis – l'instruction obligatoire de tous, la transmission des connaissances à tous ceux qui peuvent les assimiler. Toutes les décisions doivent être prises selon ce seul principe. Je suis d'accord avec l'opinion exprimée dans beaucoup des messages que j'ai reçus – qu'il serait bon, pour bien marquer qu'il y aurait refondation, de rebaptiser le ministère de l'Éducation nationale ministère de l'Instruction publique. Je rappelle que le malheureux changement de nom dans l'autre sens date en France de 1932, il fut décidé par un gouvernement de gauche,

mais à l'imitation de l'Italie de Mussolini qui avait été la première en Europe à le faire.

Je suis convaincu que si on respectait scrupuleusement le principe de la priorité absolue de l'instruction, les politiques nécessaires se mettraient naturellement en place.

Prenons par exemple la question de la discipline et de l'autorité des professeurs. Ce n'est pas en tant que telles qu'elles doivent être respectées, c'est pour permettre l'étude, et les sanctions deviennent justifiées exactement quand le comportement d'un ou de plusieurs élèves gêne le travail de la classe. De même, il faut des surveillants en nombre suffisant – dans la mesure exacte où les professeurs le demandent, ni plus ni moins. En effet, la charge de la discipline ne doit pas retomber sur les professeurs, dont le rôle est d'éveiller les esprits en transmettant les connaissances qu'ils ont.

Une autre conséquence est que les professeurs retrouvent la liberté qui leur a été enlevée. C'est-à-dire que leur liberté pédagogique doit toujours être respectée, les inspecteurs se contentant de les noter d'après la progression de leurs élèves, et jamais d'après la conformité de leurs méthodes avec les doctrines officielles de l'Éducation nationale. C'est-à-dire aussi que la nécessaire refondation de l'école ne pourra en aucun cas se faire contre les professeurs et les instituteurs, mais en s'appuyant sur eux et en leur rendant la considération que leur noble métier mérite. Il faudra donc que, dans la prise de conscience de l'opinion que j'appelle de mes vœux, entre une nouvelle confiance accordée aux professeurs par le grand public et en premier lieu par les parents d'élèves.

D'ailleurs, toutes les idées que je peux émettre ne sont que des suggestions : aucune décision ne devrait être prise sans consulter et trouver l'accord d'un très grand nombre de professeurs et d'instituteurs, tout particulièrement parmi ceux qui depuis des années se sont battus publiquement pour la défense de l'instruction.

Etant entendu que les avis de ces professeurs sont plus importants que les miens, il me semble que la première priorité serait de concevoir de nouveaux programmes nationaux, pour toutes les classes et toutes les matières, – et de nouveaux manuels : ceux disponibles actuellement sont effrayants de médiocrité. Les programmes devront être recentrés sur les savoirs fondamentaux, donc sur les matières principales que sont premièrement le français et deuxièmement les mathématiques, dont les horaires retrouveraient leur générosité d'il y a quarante ans, aussi bien à l'école primaire qu'au collège et au lycée. Ces programmes devront être structurés, riches, cohérents, progressifs, et toujours commencer par les éléments simples pour aller peu à peu vers de plus élaborés. Les méthodes, laissées à la liberté des professeurs et à leur art pédagogique vivant et inventif, devraient ne s'interdire a priori aucun type d'enseignement, et surtout pas celui de la leçon et des exercices systématiques.

Les praticiens à qui je demande conseil parlent, particulièrement pour l'école maternelle, de l'importance de l'emploi par les institutrices d'une langue correcte et plus riche que ce que les enfants utilisent entre eux, de celle des comptines qui enrichissent le vocabulaire et l'imagination, et de l'initiation alphabétique – et non “globale”, comme c'est presque toujours le cas actuellement – à la lecture et à l'écriture.

À l'école primaire, l'apprentissage du français doit bien sûr comprendre celui essentiel de la grammaire, des conjugaisons, du vocabulaire, de l'orthographe. Il doit demander tous les jours aux élèves de lire à haute voix et d'écrire. Il doit comporter des dictées très régulières, et demander d'apprendre par cœur des poésies et des textes de prose, de langue toujours correcte et susceptible d'enrichir le vocabulaire. En calcul, il

doit comprendre l'apprentissage simultané et progressif des quatre opérations, aussi bien en calcul mental qu'en calcul posé, ainsi que l'apprentissage de la proportionnalité – comprenant la règle de trois –, des grandeurs, des figures géométriques simples du plan et de l'espace, et de formules d'aires et de volume.

Je m'arrête ici pour les programmes : ils sont à redéfinir avec des professeurs, dans toutes les matières et à tous les niveaux. Ils ne sauraient être inférieurs en qualité à l'enseignement de la IIIe et de la IVe République. Ainsi, les programmes du collège devraient selon moi aboutir à un niveau équivalent à celui du brevet des années 50.

J'ajoute seulement que je suis partisan d'instaurer un enseignement très sérieux des travaux manuels pendant les années de collège. Il consisterait à fabriquer des objets, de la conception à la réalisation matérielle, en liant l'action de la main et l'intelligence appuyée sur la géométrie et l'apprentissage de lois physiques concrètes.

En revanche, je ne crois pas utile que l'informatique occupe tôt une place importante à l'école, et je préférerais même qu'elle n'y apparaisse pas dans les petites classes. Tout au plus pourrait-on apprendre à taper à dix doigts aux écoliers déjà en possession d'une écriture manuscrite impeccable. Ce n'est pas le rôle de l'école que d'inciter les enfants à jouer avec des ordinateurs, à naviguer sur la toile, ou à échanger des courriers électroniques. Ils apprendront tout cela plus tard en quelques heures, dès lors qu'ils auront reçu une bonne instruction. En revanche, la programmation comme nouvelle science peut constituer un enseignement sérieux, à la fois digne de l'école et d'un grand intérêt économique ; mais je ne pense pas qu'un tel enseignement puisse être dispensé avant les dernières années du collège. Pour en terminer avec ce sujet, je voudrais faire la remarque que tous les mathématiciens asiatiques que je connais – et qui sont de plus en plus nombreux – ont appris à l'école à se servir non pas de calculatrices mais de bouliers. Je préconise donc le modèle asiatique : bouliers et calligraphie. A en juger par les résultats, il semble très efficace sur le plan économique.

Pour ce qui est du registre essentiel des exigences, il me semble que le principe de priorité absolue accordée à l'instruction implique une règle simple : doivent passer dans la classe supérieure ceux et seulement ceux qui ont un niveau suffisant pour suivre, ce dont les professeurs doivent pouvoir juger sans subir de pression. Une année particulièrement importante où le redoublement peut être très bénéfique est le Cours Préparatoire.

Toujours dans le registre des exigences, je suis partisan d'instaurer un examen pour entrer en 6e, puis un autre pour entrer au lycée. L'examen d'entrée en 6e devrait comporter au moins une dictée avec questions de grammaire, une petite rédaction, et un problème et des questions d'arithmétique. Pour ceux qui échoueraient, j'é mets l'idée de créer un “cours de rattrapage” où l'enseignement serait assuré par un seul instituteur – sauf pour le cours de langue étrangère – et dont le but serait d'atteindre en deux ans le niveau de fin de 6e. A l'issue de ces deux années, les élèves passeraient un nouvel examen qui, en cas de réussite, leur permettrait d'entrer au collège en 5e. En cas d'échec, les élèves suivraient un autre cours de rattrapage de deux ans dispensé dans des établissements distincts des écoles primaires et des collèges, et qui préparerait à un nouvel examen permettant d'entrer au collège en 4e. Les élèves qui échoueraient à ce troisième examen seraient dirigés vers des filières d'apprentissage. Au moins le seraient-ils dans de bonnes conditions, puisqu'il faut espérer que pour la quasi-totalité d'entre eux, les cinq années d'école primaire, suivies de quatre années de cours de rattrapage, auraient solidement ancré les connaissances fondamentales de niveau primaire.

Pour les autres, la 3e marquerait la fin de la scolarité obligatoire. On entrerait au lycée en passant un nouvel examen du niveau du brevet des années 50. La pondération des différentes matières dans cet examen pourrait varier suivant qu'il s'agirait d'entrer dans un lycée général, technique ou professionnel.

Au lycée, on devrait diversifier les filières dès la seconde, étant entendu que toutes devraient avoir un bon niveau en français et un niveau honorable en mathématiques. La fécondité scientifique de notre pays bénéficierait grandement de la recreation d'une filière de haut niveau à dominante de lettres classiques, mathématiques et physique mathématique, destinée aux esprits abstraits. Mais il faudrait aussi des filières de "lettres modernes", "lettres classiques", "mathématiques et sciences de la nature", "sciences expérimentales", "sciences de l'ingénieur et technologie", "mathématiques et informatique" et peut-être d'autres. Toutes devraient avoir en commun la qualité des programmes et l'exigence. Les établissements pourraient être diversifiés : chacun proposerait un petit nombre d'options – ce qui faciliterait l'organisation des cours et éviterait les heures de "permanence" –, et les élèves entreraient dans tel ou tel en fonction de leurs choix et sur seuls critères de niveau.

A mon avis, on devrait envisager de recréer des lycées classiques, avec latin dès la 6e et grec dès la 4e. Et de créer des lycées linguistiques, où les langues étrangères seraient enseignées de manière intensive dès la 6e. Ces lycées seraient nécessairement en petit nombre si bien que, dans le souci que leur recrutement se fasse uniquement sur critères de niveau et non pas géographiques ou sociaux, ils devraient être dotés d'internats.

A propos d'internats, je serais partisan d'en développer pas seulement pour des lycées classiques ou linguistiques. Je me souviens du témoignage d'une dame devenue professeur de littérature française du XVIIe siècle à l'Université ; issue d'un milieu très défavorisé, elle avait, selon son expression, "été sauvée" par l'internat – un internat sans télévision, mais doté d'une bonne bibliothèque. Bien des adolescents qui grandissent aujourd'hui dans des conditions difficiles bénéficieraient de tels internats ; il faudrait pouvoir les proposer aux familles.

Je suis contre la "sectorisation", plus communément appelée "carte scolaire". Je préconise que, dans le cadre d'une refondation générale de l'école, cette forme de coercition sans rapport avec la raison d'être de l'école soit supprimée. Elle masque l'inégalité de niveau de plus en plus grande qui s'est instaurée entre zones géographiques. C'est un devoir impératif de l'État que de garantir dans tous les établissements la même qualité d'enseignement et les mêmes conditions favorables à l'étude. Rien ne peut justifier que, à travers la sectorisation obligatoire, l'État fasse payer à certains enfants, et en tout premier lieu aux plus déshérités, son impuissance actuelle à remplir ce devoir. La sectorisation vaut condamnation et perte définitive de leurs talents pour les élèves doués qui ont le malheur de naître et de grandir dans des quartiers défavorisés. Dans un grand nombre d'établissements, les élèves studieux se font traiter par certains de leurs condisciples de "bouffons" ou de "collabos". La combinaison de l'impuissance de l'État et de l'assignation à la zone géographique du domicile conduit les parents – à qui on ne saurait reprocher de rechercher désespérément de meilleures conditions d'étude pour leurs enfants – à développer différentes stratégies : Ceux qui sont familiers de notre système éducatif choisissent les options dans ce souci. D'autres, y compris parmi les hommes politiques et les responsables de l'Éducation nationale qui défendent avec le plus d'acharnement le principe de la sectorisation, font jouer leurs relations. Les plus aisés achètent des

domiciles au voisinage des établissements réputés ; c'est à tel point que les agences immobilières utilisent cet argument comme critère de vente.

Il vaudrait mieux que chaque établissement ait l'obligation d'accueillir les enfants domiciliés dans son secteur, mais aussi la possibilité d'en accueillir d'autres sur critères de niveau, et que les parents soient libres de rechercher la meilleure école pour leurs enfants. Les familles fuiraient les établissements dégradés, jusqu'à ce qu'on y restaure des conditions de travail et une qualité d'enseignement conformes à ce qu'il est légitime d'attendre partout.

L'institution scolaire ne doit pas hésiter à mon avis, non seulement à protéger, mais même à récompenser publiquement les élèves studieux et méritants ; des remises de prix annuelles – voire trimestrielles – dans toutes les matières pourraient constituer pour beaucoup une revanche sur le malheur social. Aujourd'hui, la seule discipline où l'émulation est permise et encouragée est le sport. Cette situation traduit la nouvelle échelle des valeurs qui s'est imposée en quelques décennies, avec la complicité des responsables de l'école ; elle est injustifiable.

Afin que les élèves de tous milieux sociaux bénéficient d'une aide pour faire leurs devoirs, et qu'ils soient tenus éloignés de la télévision et de la rue, il faudrait encore instaurer partout des heures d'études assistées après la classe.

Enfin – et c'est sans doute le point le plus capital et le plus urgent – je dis sans ambages qu'il faut fermer les IUFM et renvoyer les soi-disant formateurs qui n'ont pas de connaissances disciplinaires suffisantes – en particulier tous les psychopédagogues et autres “scientifiques de l'éducation”. Il faut distinguer à nouveau les formations des instituteurs et celles des professeurs du secondaire. Toutes doivent comporter d'une part des enseignements disciplinaires très sérieux – puisqu'un bon professeur est avant tout un professeur qui connaît bien sa discipline –, et d'autre part un apprentissage pédagogique (très important pour les instituteurs) fait principalement sur le terrain auprès de praticiens expérimentés.

Pour ce qui est des stages de formation continue, ils doivent être exclusivement consacrés à approfondir les connaissances disciplinaires des instituteurs et des professeurs.

Les obstacles à surmonter :

Je ne me dissimule pas les obstacles qu'il faudrait vaincre pour refonder l'école et lui permettre d'assurer sa mission d'instruction de tous.

Tout d'abord, la lecture des témoignages de professeurs et d'instituteurs, ou tout simplement celle des documents écrits par les “experts” du ministère de l'Éducation nationale, démontre qu'il est impossible de compter sur la hiérarchie. C'est elle qui a amené l'école dans l'état où elle est, beaucoup de ses membres ne veulent rien reconnaître de leurs responsabilités, ils nient farouchement l'évidence du désastre, n'hésitent pas à manipuler les statistiques, et quand bien même ils finiraient par reconnaître timidement leurs erreurs, ils n'auraient pas la capacité intellectuelle de concevoir et de mettre en oeuvre une autre politique. C'est à tel point qu'ils parlent et écrivent une espèce de langage pédagogico-administratif qui n'a plus aucun sens, et qu'ils ne s'en rendent même pas compte.

Un autre problème très grave est la perte de la confiance que la population de notre pays a accordée pendant très longtemps – et avec raison – à son école. Cette perte de confiance se traduit par l'hostilité et l'agressivité de plus en plus grande dont font preuve certains parents vis-à-vis des professeurs. Face à ce phénomène, il

convient d'expliquer que les professeurs ont été victimes, autant que les élèves, des politiques de ces dernières décennies et que, si notre école est aujourd'hui en si piteux état, ce n'est pas de leur faute, mais de celle de la hiérarchie à laquelle ils ont dû obéir. L'école est une institution, donc elle a un commandement, et le commandement est responsable des échecs comme des succès. Je trouve que la situation de l'école aujourd'hui ressemble beaucoup à celle de l'armée en 1940. Le désastre n'est pas le fait des petits soldats dont la plupart se sont vaillamment battus dans des conditions extrêmement difficiles, il est le fait des généraux et de ceux qui leur ont confié les responsabilités qu'ils ont eues et qu'ils ont encore. C'est pourquoi je dénonce avec la plus grande énergie tous les démagogues imbéciles qui, conscients de l'exaspération de beaucoup de français à propos de l'école, essaient de la capitaliser à leur profit en accusant les professeurs et les instituteurs. Cette attitude est particulièrement révoltante quand ces accusateurs ont eux-mêmes exercé un pouvoir sur l'école, et ont contribué à la détruire. L'un de leurs reproches favoris à l'égard des professeurs est celui d'immobilisme, alors qu'en vérité les professeurs ont dû avaler toutes les couleuvres depuis trente ou quarante ans, et supporter une suite ininterrompue de réformes plus ineptes les unes que les autres. Si quelque chose reste debout dans l'Éducation nationale aujourd'hui, c'est uniquement parce que certains professeurs ont continué à enseigner tant bien que mal comme ils pensaient devoir le faire, et ont refusé leur transformation définitive en animateurs.

La baisse continue du niveau des exigences et des examens, organisée et ordonnée d'en haut, a transformé l'Éducation nationale en un gouvernement du mensonge à tous les étages, et en une immense fabrique de faux diplômes. Les élèves qui passent d'une classe à la suivante sans rien avoir appris, et leurs parents, peuvent trouver un intérêt immédiat à ce mensonge, ce qui est une autre source de difficultés. Tous finissent cependant par se rendre compte sur le marché de l'emploi que les diplômes distribués avec tant de libéralité ne valent presque rien. Il est clair que, sur ce sujet, il faudra un jour dire la vérité pleine et entière, sans quoi elle se dira elle-même inévitablement dans la réalité d'un effondrement économique.

Un dernier problème majeur – et qui ne cesse de gonfler – est posé par les nouvelles générations de professeurs et d'instituteurs, passés par un système éducatif déjà très dégradé, puis par les IUFM, et dont beaucoup par conséquent ne sont ni instruits ni formés comme leurs aînés. Il n'y a aucun moyen de résoudre ce problème avec lequel on devra composer pendant très longtemps. Il faudra faire confiance à ces professeurs et à ces instituteurs pour les aider à assumer leur charge, les mobiliser en brandissant le drapeau de l'instruction, les convaincre peu à peu de remettre en cause les doctrines qui ont été déversées sur eux dans les IUFM, et les amener à réévaluer la valeur du savoir, qui est leur raison d'être et leur sujet de fierté.

Il sera impossible en effet de redresser si peu que ce soit la situation sans faire confiance aux professeurs – une confiance qui doit venir à la fois des autorités et du grand public, particulièrement des parents d'élèves.

Les forces sur lesquelles on peut et doit s'appuyer :

Je pense qu'une chance immense nous est offerte avec la constitution depuis un certain nombre d'années d'associations de professeurs et d'instituteurs qui militent activement pour la cause de l'instruction, et avec la pérennité d'associations plus anciennes qui combattent dans le même sens. C'est nécessairement dans les rangs de ces associations qu'on pourra trouver des personnes capables de concevoir et de mettre en oeuvre une politique de refondation de l'école. Eux seuls peuvent s'adresser à

l'ensemble des instituteurs et professeurs, être entendus, et prendre la tête du mouvement de réflexion et d'action dont nous avons besoin.

Je donne un exemple d'action, à petite échelle pour l'instant mais de grande importance pour l'avenir, engagée par l'une de ces associations, le GRIP (Groupe de Réflexion Interdisciplinaire sur les Programmes). Ses membres ont conçu un projet de réhabilitation des programmes du primaire qui s'appelle SLECC – “Savoir Lire Écrire Compter Calculer” – et se proposent de le mettre en oeuvre, sur la base du volontariat d'instituteurs qui se coordonnent dans le cadre de leur réseau. C'est extrêmement important, car c'est à partir de ce type d'expérimentations que pourraient se reconstituer, et se diffuser peu à peu en faisant boule de neige, des savoirs pédagogiques aussi efficaces que ceux des instituteurs de la IIIe République. Ils ont malheureusement été jetés à la rivière dans les dernières décennies, couverts d'opprobre et perdus.

Si certains parmi vous êtes des professeurs ou des instituteurs militants de la cause de l'instruction, je m'adresse à vous : regroupez-vous dans les associations, réfléchissez à un plan d'action pour reconstruire l'école, préparez des projets tels que SLECC, faites comme si la responsabilité de l'école devait vous être confiée, écrivez des propositions de nouveaux programmes riches et structurés, élaborer de nouveaux manuels !

Et vous tous qui n'enseignez pas, parents d'élèves et simples citoyens, vous qui êtes en colère contre l'Éducation nationale et avez de bonnes raisons pour cela, alliez-vous avec les professeurs défenseurs de l'instruction, accordez-leur votre appui ! Quelles que soient vos opinions politiques et les leurs – très diverses et peut-être complètement différentes des vôtres – je vous invite, et j'invite toutes les personnes de tous les milieux en France qui ont le souci de l'école, à appuyer ces associations, à appuyer les professeurs et les instituteurs défenseurs de l'instruction, et à demander à nos responsables politiques de tous bords de leur confier un jour la responsabilité de refonder et reconstruire l'école. C'est ainsi que l'école pourra être sauvée.

Libéraliser l'école ?

Je ne crois pas qu'elle puisse être sauvée autrement. En particulier je ne crois pas que la solution pourrait venir d'une libéralisation du système éducatif, par exemple à travers le projet de “chèque éducation”.

Cela tient d'abord à la nature concrète de l'institution scolaire. Comme j'ai déjà dit, elle est comme une armée : c'est une structure où chaque élément dépend de l'ensemble. Il faut des programmes cohérents et de bons manuels, il faut des universités qui fournissent des instituteurs et des professeurs de toutes les disciplines, il faut des diplômes dont la valeur soit reconnue d'un établissement à l'autre, etc. A propos même des écoles privées “hors contrat”, j'ai reçu le témoignage extrêmement intéressant d'un professeur et père d'élèves qui, exaspéré par le délitement de l'école publique, a contribué à développer avec d'autres professeurs une école entièrement libre où il a placé ses propres enfants ; or, écrit-il, si cet établissement est effectivement meilleur que les établissements publics d'aujourd'hui, il est moins bon que ceux que lui-même avait connus dans sa jeunesse. Il n'est pas facile de créer une école libre de qualité, lorsque l'ensemble du système éducatif autour de soi est profondément dégradé. Quand une armée est en déroute, on n'imagine pas de lui substituer des services de défense commerciaux – ou alors on court à sa perte. Ce qu'on fait est en tout premier lieu de changer son commandement, et de remplacer ses généraux par des soldats de rangs inférieurs, ceux qu'on a vus continuer à combattre

malgré les ordres absurdes qu'ils recevaient.

Mais la raison principale pour laquelle on ne peut se passer de l'école publique républicaine, est que l'école est fondée sur la valeur du savoir, et que la logique marchande est impuissante à faire apparaître cette valeur, et n'a que trop tendance à détruire toute valeur humaine. Je ne vois pas par exemple ce qui retiendrait une école commerciale de devenir à l'instruction ce que la télévision commerciale est à la culture. Même les officines privées qui se développent à grande vitesse actuellement, pour pallier les déficiences de plus en plus criantes de l'école officielle, sont fort médiocres, à ce qu'on me dit de divers côtés. L'immense majorité des professeurs et des instituteurs – sans la coopération enthousiaste de laquelle toute tentative de reconstruction serait vaine – n'accepterait d'ailleurs pas une libéralisation de l'école. Et c'est pour des raisons très profondes : les professeurs ressentent viscéralement que l'école appartient par nature à un ordre différent de l'ordre marchand.

En fait, l'école est une entreprise spirituelle, et elle a besoin d'être fondée sur une transcendance qui garantisse la valeur incommensurable de l'étude, de la culture et du savoir. La III^e République elle-même, avec sa singulière double mystique, républicaine et patriotique, héritée pour moitié de la Révolution et pour moitié de l'ancienne France, donnait une forme de transcendance.

Le rôle possible de l'enseignement confessionnel :

Ceci conduit à penser aux écoles confessionnelles, et particulièrement à l'école confessionnelle catholique. Je dois dire d'abord que je la connais mal, puisque je n'ai jamais été élève que de l'école publique. Je dois dire aussi que d'après de nombreux échos qui me parviennent, la qualité de l'instruction qui y est dispensée – au moins dans les établissements “sous contrat”, c'est-à-dire l'immense majorité – n'est pas bien meilleure que dans les écoles publiques. Je dois dire enfin qu'une partie des idéologues qui ont inspiré et mis en oeuvre les politiques de ces dernières décennies – celles qui ont ruiné l'école –, venaient de milieux chrétiens, même s'ils étaient en train de quitter le christianisme. Pour le catholique fervent que je suis, c'est un sujet de grande colère et de grande amertume.

Malgré tout, la foi en Dieu, le souvenir de la contribution immense et incomparable de l'Église à la culture et à l'éducation des peuples au cours des siècles, et l'origine chrétienne de la culture et de la civilisation françaises, font que j'attends beaucoup de l'Église pour reconstruire une école digne de ce nom, sauver la culture française – et européenne – de la ruine, et lui rendre sa fécondité perdue. Si par malheur notre République avait perdu toute force spirituelle, et n'avait plus la capacité de refonder l'école sur la forme de transcendance qui est nécessaire à sa nature, il resterait l'Église, et pour ce qui me concerne je mettrais mon espoir en elle.

C'est pourquoi, parallèlement à mon engagement militant pour appeler à reconstruire l'école républicaine, je voudrais encourager l'école confessionnelle catholique à être elle-même, et à ne plus regarder comme son modèle une école publique sinistrée : à partir des siècles d'expérience des Jésuites, des Ursulines, des Frères des Écoles Chrétiennes et de tant d'autres ordres enseignants, à partir aussi de liens étroits qu'elle pourrait tisser avec les communautés juives, – pour qui, depuis plus de deux mille ans, la louange de l'Éternel et la relation à Lui passent de façon privilégiée par l'étude – j'attends de l'école chrétienne qu'elle refonde sur la foi et sur sa propre tradition une éducation et une instruction dignes du nom qu'elle porte.

Ce que j'en dis ne marque pas la moindre hostilité à l'école républicaine. Je voudrais de toute mon âme que nous ayons une école républicaine qui soit vraiment

républicaine, et une école confessionnelle qui soit vraiment confessionnelle. Je pense que chacune peut contribuer à l'émulation de l'autre, à la condition bien sûr qu'elle ait la liberté de le faire, et que son développement ne soit pas bridé artificiellement, dès lors qu'elle remplirait pleinement son rôle d'instruction.

En tout cas, nous devons sauver l'école. Il en va non seulement de la continuation de la fécondité intellectuelle, culturelle, scientifique, technique, économique et politique de la France, mais de sa simple survie.